

01.0012

01.0042

**Commune mixte de Saules**

**REGLEMENT CONCERNANT LES ELECTIONS AUX URNES**

du 29 juin 2004

# Règlement concernant les élections aux urnes.

Edicté par la commune mixte de Saules conformément à l'article 13 du règlement d'organisation.

## A. Dispositions générales.

### Article 1.

Affaires soumises au vote par les urnes.

Le règlement d'organisation définit les personnes et autorités à élire au sujet desquelles le corps électoral se prononce par la voie des urnes.

### Article 2.

Droit de vote.

Dispose du droit de vote toute personne qui possède le droit de vote en matière cantonale et qui est domiciliée dans la commune depuis trois mois.

### Article 3.

Vote par correspondance.

Pour le vote par correspondance sont valables les mêmes dispositions que pour les votations et les élections cantonales et fédérales.

### Article 4.

Vote par procuration.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

### Article 5.

Jours de votation et d'élection.

Les jours d'élection sont fixée par le conseil communal de manière à ce qu'ils correspondent, en général, à des jours de votation ou d'élection cantonale ou fédérale.

Si un deuxième tour de scrutin est nécessaire, il a lieu, en général, trois semaines plus tard.

### Article 6.

Heures d'ouverture du bureau de vote.

Les locaux de vote sont ouverts aux mêmes heures que pour les votations et élections cantonales et fédérales.

Entre les heures d'ouverture, les urnes seront scellées ou plombées et gardées en lieu sûr.

Article 7.

Impression des bulletins électoraux.

Le ou la secrétaire communal(e) fait imprimer les bulletins électoraux.

Pour chaque élection, il commande pour tous les électeurs et électrices :

- des bulletins électoraux sur lesquels figurent les candidatures définitives (bulletins non officiels) et
- des bulletins sans impression (bulletins officiels).

Les signataires d'une liste peuvent obtenir des bulletins non officiels supplémentaires au prix coûtant.

Lorsque des votations et des élections ont lieu simultanément, les bulletins doivent pouvoir être différenciés par leur couleur.

Les candidats et candidates à une élection doivent être énumérés les uns après les autres sur les bulletins électoraux. Si leur nombre est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, il faut laisser autant de lignes vides numérotées qu'il y a de candidats ou candidates manquants.

Article 8.

Carte de légitimation.

Le ou la secrétaire communal(e) veille à ce que les cartes de légitimation parviennent aux électeurs et électrices au plus tard trois semaines avant le jour de l'élection. La réglementation particulière contenue à l'article 9, 1<sup>er</sup> alinéa est réservée.

La carte de légitimation doit contenir toutes les indications permettant d'identifier l'électeur ou l'électrice se rendant aux urnes et renseigner sur les élections auxquelles ce dernier ou cette dernière a le droit de participer.

Les électeurs ou électrices qui sont inscrits au registre et qui n'ont pas reçu leur carte de légitimation ou qui l'ont perdue, peuvent en demander un double au préposé au registre des électeurs. La demande doit être déposée au plus tard la veille de l'ouverture du scrutin avant la fermeture du bureau.

La nouvelle carte doit porter la mention « double ». Elle ne doit être délivrée à l'électeur ou l'électrice que sur présentation d'une pièce d'identité.

#### Article 9.

Envoi du matériel de vote et d'élection.

Le corps électoral reçoit les bulletins électoraux au plus tard trois semaines avant le scrutin. Si un délai plus court est applicable à un scrutin fédéral ou cantonal ayant lieu le même jour, ce délai vaut également pour l'envoi du matériel d'élection communal.

En cas de ballottage, tous les documents électoraux doivent être envoyés au plus tard cinq jours avant le second tour du scrutin

Matériel de propagande.

Pour les élections communales, les partis et les groupes d'électeurs peuvent faire envoyer leur matériel de propagande dans la même enveloppe aux frais de la commune. Le conseil communal prévoit des instructions concernant le format, le poids, le délai de dépôt et l'aide à fournir pour la mise sous pli.

#### Article 10.

Tirage des bulletins électoraux.

Le corps électoral doit pouvoir disposer de bulletins électoraux vierges en suffisance dans les locaux de vote. Il n'est pas permis de distribuer, de mettre à disposition, d'afficher ni de remplir d'autres bulletins, en particulier des bulletins électoraux non officiels, propositions ou listes.

#### Article 11.

Bureau électoral.

Le conseil communal élit le bureau électoral pour chaque élection.

Le président est choisi parmi les membres du conseil communal.

Les autres membres du bureau (4) sont choisis parmi les électeurs et électrices de la commune.

Pour les élections, le conseil communal peut élargir le bureau électoral.

Les noms de ses membres doivent être publiés une fois dans la feuille officielle d'avis.

Les personnes figurant sur une liste électorale ne peuvent pas faire partie du bureau électoral en fonction lors du scrutin en question.

Article 12.  
Instruction.

Le conseil communal peut convoquer les membres du bureau électoral à une séance d'instruction avant le jour du scrutin.

Article 13.  
Tâches.

Les membres du bureau électoral se réunissent sur invitation écrite du conseil communal dans les locaux de vote avant le début du service.

Le président ou la présidente du bureau électoral porte à la connaissance des membres les dispositions légales, règle le service des urnes et, en cas d'égalité des suffrages à une élection, procède au tirage au sort.

Le bureau électoral maintient l'ordre et la tranquillité dans le local de vote. Il veille à ce que les électeurs et les électrices puissent remplir leur bulletin sans être influencés ni dérangés.

Article 14.  
Nullité du scrutin.

Après la clôture du scrutin, le bureau électoral commence par compter le nombre de cartes de légitimation rentrées et le nombre des bulletins électoraux timbrés rentrés.

Lorsque le nombre des bulletins timbrés dépasse celui des cartes de légitimation, le scrutin est nul. Le bureau électoral inscrit ce résultat dans le procès-verbal et le communique sans délai au maire ou à la mairesse. Les cartes de légitimation et les bulletins sont alors placés sous scellés ou plombés et gardés en lieu sûr.

### Répétition du scrutin.

Dans ce cas, le conseil communal fixe un nouveau scrutin. S'il s'agit d'une élection, aucune nouvelle liste de candidats et candidates ne peut être déposée. Les listes et les candidatures existantes restent valables.

### Validité du scrutin.

Lorsque le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de légitimation entrées, le scrutin est valable, le bureau électoral communique ce résultat conformément aux dispositions suivantes.

### Article 15.

#### Détermination des résultats.

Les résultats du scrutin sont déterminés par l'ensemble du bureau électoral. A cet effet, il se réunit le jour du scrutin, immédiatement après la clôture de celui-ci, dans un local approprié et procède au dépouillement aussi rapidement que possible.

### Article 16.

#### Affichage des résultats des résultats.

Le ou la secrétaire communal(e) doit afficher immédiatement dans les locaux de vote les résultats de chaque scrutin.

### Validation.

Le conseil communal valide les résultats du scrutin communal

- s'il n'y a aucun vice à éliminer
- si aucune incompatibilité n'a été constatée suite à l'élection
- si le délai de recours est échu sans avoir été utilisé ou si la décision sur un éventuel recours a acquis force de chose jugée.

### Publication.

Les résultats validés sont publiés dans la feuille officielle d'avis.

### Avis d'élection.

Le conseil communal envoie un avis d'élection aux élus.

## Article 17.

### Procédure en cas d'irrégularité.

Tout membre du bureau électoral ou trois électeurs et électrices peuvent demander au plus tard trois jours après le scrutin le réexamen des bulletins électoraux, en adressant une requête motivée au conseil communal.

S'il s'avère que la demande de réexamen est justifiée, l'administration communale y procède.

Le conseil communal prend de son propre chef des mesures lorsqu'il a connaissance d'irrégularités survenues lors d'un scrutin.

Il prend les dispositions adéquates pour éliminer les vices constatés, si possible avant la clôture du scrutin.

## Article 18.

### Procès-verbal du scrutin.

Le bureau électoral établit un procès-verbal pour chaque scrutin.

Le procès-verbal doit contenir :

- la date et l'objet du scrutin
- le nombre d'électeurs et électrices inscrits dans le registre des électeurs
- le nombre de cartes de légitimation rentrées
- la participation au scrutin
- le nombre de bulletins blancs et de bulletins nuls
- le nombre de bulletins valables entrant en ligne de compte
- les éventuelles remarques du bureau électoral.

De plus, pour les élections selon le système majoritaire :

- le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat et candidate
- la majorité absolue au premier tour
- le nom des personnes élues.

## Article 19.

### Conservation du matériel électoral.

Le matériel est trié, mis en paquet, placé sous scellé ou plombé et conservé en lieu sûr avec un double du procès-verbal. Il sert de preuve en cas de procédure de recours en matière communale ou de nouveau comptage officiel.

Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que les éventuels recours ont été jugés définitivement, le ou la secrétaire communal(e) détruit le matériel.

Article 20.

Recours en matière communale.

Le recours en matière communale relatif à des élections doit être déposé auprès du préfet ou de la préfète dans un délai de dix jours.

Le délai commence à courir le jour suivant le scrutin.

B. Elections aux urnes.

1. Dispositions générales.

Article 21.

Echéance électorale.

Les élections de renouvellement des autorités communales ont lieu tous les 2 ans, pendant le dernier trimestre.

Les personnes élues le sont pour quatre ans.

Forment la première série : le maire

deux membres du conseil

les vérificateurs

la deuxième série : les deux autres membres du conseil.

La commune forme un cercle électoral.

Le conseil communal annonce les élections au moins huit semaines avant le jour du scrutin dans la feuille officielle d'avis. Il publie en même temps le délai pour le dépôt des listes de candidats et candidates.

Article 22.

Listes de candidats et candidates.

Les listes de candidats et candidates peuvent être déposées auprès du secrétariat communal jusqu'au 37<sup>e</sup> jour précédant le scrutin (~~vendredi à 17 heures~~). (VENDREDI à 11h)

Chaque liste de candidats et candidates doit être signée par au moins 5 électeurs et électrices. Les candidats et candidates ne sont pas autorisés à signer la liste sur laquelle ils se trouvent.

Les électeurs et électrices ne peuvent pas signer plus qu'une liste de candidats et candidates pour la même fonction. Ils et elles ne peuvent pas non plus retirer leur signature après le dépôt de la liste.

#### Article 23.

##### Motifs d'élimination.

Les candidats et candidates ne peuvent figurer sur plus d'une liste pour la même autorité.

S'ils ou elles figurent sur plusieurs listes, le ou la secrétaire communal(e) les invite à se décider pour l'une d'elles jusqu'au 32<sup>e</sup> jour avant le scrutin (mercredi à 12 h.). Ils ou elles seront biffés sur les autres.

Si, durant ce délai, leur choix n'a pas été indiqué. Ils ou elles seront biffés de toutes les listes de candidats et candidates.

#### Article 24.

##### Contenu des listes de candidats et candidates.

Les listes de candidats et candidates doivent contenir le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et l'adresse, ainsi que l'accord signé des candidats et candidates,

Chaque liste de candidats et candidates doit porter une dénomination appropriée qui la distingue des autres.

Une liste de candidats et candidates ne doit pas contenir plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

#### Article 25.

##### Représentant.

Les premiers ou premières signataires de la liste ou, s'ils ou elles sont empêchés, les deuxièmes ont le statut de mandataires auprès des organes communaux. Les

mandataires ont le droit et l'obligation de donner toutes les indications nécessaires à la mise au point de leur liste.

Article 26.

Examen des listes de candidats et candidates.

Le ou la secrétaire communal (e) examine chaque liste de candidats et candidates au moment de son dépôt et rend attentive la personne venue la déposer sur les éventuels vices s'y trouvant.

Si des défauts sont découverts par la suite, ils doivent être communiqués immédiatement au ou à la mandataire de la liste. Les défauts peuvent être éliminés jusqu'au moment indiqué à l'article 23,2<sup>e</sup> alinéa. Passé ce délai, les listes ne peuvent plus être modifiées.

Si les mandataires ne veulent pas reconnaître les défauts, c'est le conseil communal qui tranche sans délai.

Article 27.

Manque de candidats.

Lorsqu'aucune liste de candidats ou candidates n'a été déposée ou qu'il n'y a pas assez de candidatures, les électeurs et électrices peuvent voter pour n'importe quelle personne éligible pour tous les sièges qui ne sont pas déjà pourvus par une élection tacite. Sont élues les personnes qui recueillent le plus de voix. En cas d'égalité des voix, il sera procédé à un tirage au sort.

Le ou la secrétaire communal(e) doit annoncer dans la feuille officielle d'avis au moins trois semaines avant le jour du scrutin qu'il manque des candidatures valables et indiquer aux électeurs et électrices la possibilité de vote mentionnée au 1<sup>er</sup> alinéa.

2.Elections selon le système majoritaire.

Article 28.

Listes de candidats et candidates.

Le ou la secrétaire communal(e) numérote les listes de candidats et candidates dans l'ordre de leur dépôt.

Publication.

Il ou elle publie les listes sous leur forme définitive sans les noms des signataires.  
La publication a lieu dans la feuille officielle d'avis au moins trois semaines avant le jour du scrutin.

Article 29.

Façon de remplir le bulletin électoral.

On ne peut voter que pour les candidats et candidates dont le nom figure sur une liste valable.

Le bulletin officiel peut également être glissé blanc dans l'urne.

Celui ou celle qui utilise un bulletin non officiel peut biffer à la main le nom de candidats ou de candidates et y porter le nom de candidats ou candidates d'autres listes (panachage).

Le cumul n'est pas autorisé.

Article 30.

Nullité des bulletins électoraux.

Les bulletins électoraux qui ne sont pas timbrés par le bureau électoral ne sont pas pris en considération.

Les bulletins électoraux timbrés sont nuls :

- s'ils ne proviennent pas du jeu de bulletins officiels et non officiels établi par l'administration communale,
- s'ils ne contiennent aucun nom de candidat ou candidate,
- s'ils sont remplis ou modifiés autrement qu'à la main ou par une autre personne que l'électeur ou l'électrice,
- s'ils n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur ou de l'électrice,
- s'ils contiennent des remarques portant atteinte à l'honneur ou sont marqués de signes.

Sont réservés les motifs de nullité propres au vote par correspondance.

Article 31.

Nullité des noms.

Les noms qui ne figurent sur aucune liste sont nuls et sont de ce fait biffés.

Lorsque le nom d'un candidat ou d'une candidate est inscrit plus d'une fois sur un bulletin, le surnuméraire sera biffé.

#### Article 32.

Noms en surnombre.

Lorsque, après élimination conformément à l'article 31, des éventuels noms cumulés, un bulletin comprend plus de noms que de sièges à pourvoir, les noms en surnombre seront biffés.

On commencera par biffer les noms inscrits en bas à droite du bulletin. On biffera d'abord les noms imprimés.

#### Article 33.

Premier tour de scrutin.

A l'issue du premier tour de scrutin, sont élus les candidats et candidates qui ont obtenu la majorité absolue.

Majorité absolue.

Le nombre de bulletins valables est divisé par 2. Le nombre entier immédiatement supérieur représente la majorité absolue.

La majorité absolue est calculée séparément pour chaque autorité ou siège à repourvoir.

Le candidat qui obtient la majorité absolue est élu. Si le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue est trop élevé, sont élus ceux qui obtiennent le plus de voix.

#### Article 34.

Deuxième tour de scrutin.

Lorsqu'un nombre insuffisant de candidats et candidates a obtenu la majorité absolue au premier tour, le conseil communal ordonne un deuxième tour.

Le nombre de candidats et candidates qui peuvent se représenter au deuxième tour équivaut au double du nombre de sièges qui restent à pourvoir. Les candidats et candidates qui ont obtenu le plus de suffrages au premier tour sont prioritaires.

Majorité relative.

Sont élus les candidats et candidates qui obtiennent le plus grand nombre de voix.

Article 35.

Tirage au sort.

En cas d'égalité des voix, on procède à un tirage au sort.

Article 36.

Election tacite.

Lorsque le nombre des candidats et candidates se trouve être égal au nombre de sièges à pourvoir, le conseil communal proclame élus tacitement tous les candidats et candidates. L'élection tacite doit être publiée dans la feuille officielle d'avis suivante.

Article 37.

Election complémentaire.

Lorsqu'un siège devient vacant avant le terme du mandat, on procède à une élection complémentaire conformément aux dispositions ci-dessus afin que le siège soit pourvu jusqu'à la fin du mandat.

Article 38.

Représentation des minorités.

Les prescriptions cantonales sur la représentation des minorités lors d'élections selon le système majoritaire sont réservées.

C. Dispositions finales.

Article 39.

Prescriptions complémentaires.

Les prescriptions cantonales en matière de votations et d'élections, le cas échéant, les prescriptions fédérales, sont applicables par analogie aux questions non traitées par le présent règlement.

Article 40.

Amendes.

Les personnes qui contreviennent aux dispositions du présent règlement, ainsi qu'aux décisions des organes communaux qui en découlent sont passibles d'une amende d'au maximum 5000 francs, pour autant que des dispositions pénales fédérales ou cantonales ou des mesures disciplinaires ne soient applicables.

Le conseil communal prononce les amendes selon les dispositions de la législation cantonale sur les communes.

Article 41.

Disposition transitoire.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent pour la première fois aux élections de l'automne 2004 (mandats 2005 à 2008).

Article 42.

Entrée en vigueur.

Le présent règlement entrera en vigueur après son approbation par l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire du canton de Berne.

Il abroge toutes les prescriptions qui lui sont contraires.

Adopté par l'assemblée communale du 29 juin 2004.



Au nom de l'assemblée communale

Le Président : le secrétaire :

*[Signature]*      *[Signature]*

Certificat de dépôt public.

Le secrétaire communal a déposé publiquement le présent règlement au secrétariat communal 30 jours avant l'assemblée communale du 29 juin 2004. Le dépôt public a été publié dans la feuille officielle d'avis no 18 du 19 mai 2004

Saules, le *10.8.04* le secrétaire communal :

*[Signature]*

APPROUVE par l'Office des affaires  
communales et de l'organisation du  
territoire le:.....*23 SEP. 2004*.....

*[Signature]*

0013

## Modification du règlement concernant les élections par les urnes de la Commune Mixte de Saules du 29 juin 2004

### Article 22, alinéa 1 – Listes de candidats et candidates

#### **Ancien**

Les listes de candidats et candidates peuvent être déposées auprès du secrétariat communal jusqu'au 37<sup>ème</sup> jour précédant le scrutin (vendredi à 17h).

#### **Nouveau**

Les listes de candidats et candidates peuvent être déposées auprès du secrétariat communal jusqu'au 37<sup>ème</sup> jour précédant le scrutin (vendredi à 11h).

Ainsi délibéré et approuvé par l'assemblée communale du 26 juin 2017.



Au nom de l'assemblée communale

Le président

A blue ink signature consisting of several fluid, overlapping strokes.

M. Schaer

la secrétaire :

A blue ink signature that appears to read "Bassin" in a cursive script.

S. Bassin

### Certificat de dépôt public

La présente modification du Règlement concernant les élections par les urnes a été déposée publiquement 30 jours avant l'assemblée communale du 26 juin 2017.

Le dépôt public et le délai légal de 30 jours pour former opposition à cette modification a été publiée dans la Feuille officielle d'avis du district de Moutier n° 19 du 24 mai 2017.

Durant le délai légal, aucune opposition n'a été déposée.

Saules, le 30 août 2017

La secrétaire :



S. Bassin

APPROUVE par l'Office des affaires  
communales et de l'organisation du  
territoire le: 6 MARS 2018

